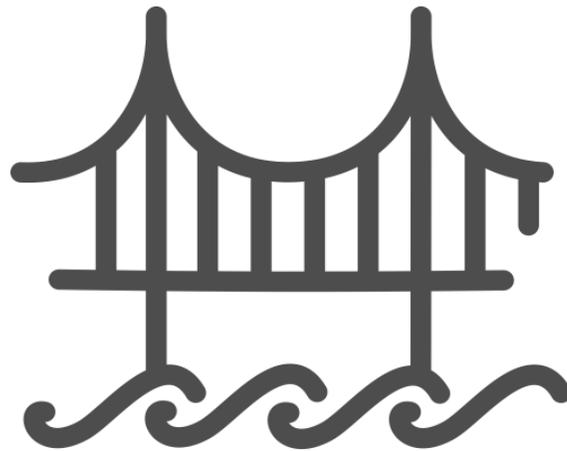


**Le Forum des acteurs du développement de l'Outaouais**  
**11 octobre 2018**  
**Bilan**

**L'Outaouais : aux frontières des possibilités**



Observatoire  
du développement  
de l'Outaouais

## Table des matières

<b>1. LE CONTEXTE</b> .....	<b>3</b>
I. LE FORUM DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS : UNE INSTANCE DE LA GOUVERNANCE DE L'OBSERVATOIRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (ODO) .....	3
II. RENFORCER LA POSITION CONCURRENTIELLE DE L'OUTAOUAIS À L'ÉGARD DE SA SITUATION FRONTALIÈRE : UNE PRIORITÉ RÉGIONALE .....	4
<b>2. LA PARTICIPATION</b> .....	<b>5</b>
<b>3. LE DÉROULEMENT ET LA COUVERTURE MÉDIATIQUE</b> .....	<b>7</b>
<b>4. LES ENJEUX ABORDÉS PENDANT LA TABLE RONDE</b> .....	<b>9</b>
I. LA DUALITÉ COLLABORATION-AFFIRMATION : -UNE VISION D'AVENIR SUR LA SITUATION FRONTALIÈRE À GÉOMÉTRIE VARIABLE .....	9
II. OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ ONTARIEN ET CONNAISSANCE ET RECONNAISSANCE DES ATOUTS DE L'OUTAOUAIS .....	10
III. LES DÉFIS QUI APPELLENT À LA CONCERTATION .....	10
IV. L'APPRÉCIATION DU CHEMIN PARCOURU .....	11
<b>5. SYNTHÈSE DES ÉCHANGES DANS LES ATELIERS</b> .....	<b>13</b>
I. GRÂCE À LA FRONTIÈRE. DÉVELOPPER LE PLEIN POTENTIEL COMMERCIAL DE L'OUTAOUAIS .....	13
<i>ÉCHANGEONS SUR L'ÉCONOMIE : LE COMMERCE, L'AGROALIMENTAIRE, LE TOURISME, LA VILLÉGIATURE, LA CULTURE.</i> .....	13
II. AU-DELÀ DE LA FRONTIÈRE. VIVRE EN OUTAOUAIS, ÉTUDIER EN OUTAOUAIS, TRAVAILLER EN OUTAOUAIS .....	16
<i>ÉCHANGEONS SUR L'ATTRACTION ET LA RÉTENTION DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES IMMIGRANTS</i> .....	16
III. MALGRÉ LA FRONTIÈRE. L'OUTAOUAIS AU SERVICE DE SA POPULATION : NOS BESOINS, NOS SERVICES .....	19
<i>ÉCHANGEONS SUR LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET LES SERVICES SOCIAUX.</i> .....	19
IV. AVEC LA FRONTIÈRE. MOBILITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE EN OUTAOUAIS : AGIR MAINTENANT POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES .....	21
<i>ÉCHANGEONS SUR L'AMÉNAGEMENT, LE TRANSPORT ET L'ENVIRONNEMENT.</i> .....	21
<b>6. LE REGARD DE LA GRANDE TÉMOIN</b> .....	<b>23</b>
<b>7. CONCLUSION</b> .....	<b>25</b>

# 1. Le contexte

## I. Le Forum des acteurs du développement de l'Outaouais : une instance de la gouvernance de l'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO)

Construit sur une base partenariale, l'ODO est un espace de partage d'information, de recherche et de mobilisation des savoirs et des pratiques sur le développement de la région qui vise à répondre aux besoins d'information des décideurs, des organismes du milieu, des intervenants, des entrepreneurs et des citoyens. Cet observatoire assure donc une fonction de veille et d'analyse dans le but d'anticiper les évolutions territoriales, et joue un rôle plus actif de formation, d'animation, de recherche et de transfert de connaissances.

Le Forum des acteurs du développement de l'Outaouais est l'une des instances de gouvernance de l'ODO (voir la figure ci-dessous)<sup>1</sup>. Il s'agit d'une activité annuelle, étalée minimalement sur une journée complète, et qui doit avoir lieu à la fin de chaque année financière, qui se termine le 30 avril.

Organigramme : gouvernance de l'ODO qui s'appuie sur diverses instances



Ce Forum a pour but de réunir l'ensemble des acteurs du développement pour discuter du bilan des réalisations de l'année à l'ODO et échanger sur une thématique ou un enjeu d'importance pour la région. Le fruit de ces discussions contribue à orienter les projets et priorités de la prochaine année. La thématique du Forum est choisie en fonction des besoins du milieu et des

<sup>1</sup> Pour en savoir plus sur le modèle de gouvernance de l'ODO, voir le document [La Structure de gouvernance](#)

priorités de l'ODO, sans se substituer aux initiatives existantes. Dans la mesure du possible, l'événement se tient dans une MRC différente chaque année.

La première édition du Forum des acteurs du développement de l'Outaouais a eu lieu le 11 octobre 2018, au Centre Wakefield-La Pêche, dans la municipalité de La Pêche située dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais. C'est la thématique de la réalité frontalière de l'Outaouais qui a été retenue pour cette édition.

## **II. Renforcer la position concurrentielle de l'Outaouais à l'égard de sa situation frontalière : une priorité régionale**

La frontière avec l'Ontario nous habite comme nulle autre région du Québec. Certes, il n'y a pas de poste-frontière à franchir, mais une réalité demeure et elle influence de plusieurs manières notre vie de tous les jours. D'ailleurs, dès 1990, une importante étude sur cette question – *Outaouais 2050* – révélait les éléments les plus significatifs de cette dépendance de la région envers l'Ontario et, en particulier, la ville d'Ottawa dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et de l'emploi.

Certains diront : « Plus cela change, plus c'est pareil. » Pourtant, en près de trente ans, la situation a évolué à bien des égards. Les infrastructures en santé et en culture se sont améliorées, et plusieurs commerces et services publics se sont développés pour la population de l'Outaouais. Les dernières années ont vu s'établir une plus grande concertation entre les administrations publiques sur les deux rives de la rivière. Cependant, force est de constater qu'il reste beaucoup à faire.

C'est pour amorcer cette réflexion visant à faire le point sur cette situation frontalière de l'Outaouais que cette thématique a été retenue pour la première édition du Forum. Il s'agissait d'une première étape d'un projet financé par le FARR et intitulé : « *Renforcer la position concurrentielle de l'Outaouais à l'égard de sa situation frontalière : mobilisation des connaissances, animation du milieu et développement d'actions concertées* ».

Ce Forum avait ainsi pour but de mobiliser les acteurs autour de cette question et de favoriser la mise en commun de divers savoirs (recherches, pratiques, expériences, etc.) en vue de créer de nouvelles formes de connaissances pouvant servir à l'action.

Les résultats de cette journée nous serviront de guide pour la suite du projet, que ce soit, à l'étape de cerner et de documenter les principaux enjeux ou au moment d'établir, ensemble, des stratégies et des actions qui nous permettront de saisir, de façon efficace et concertée, les opportunités découlant de la proximité de la région avec Ottawa et la rive ontarienne.

## 2. La participation

Plus de 180 acteurs du développement ont participé à cette première édition du Forum. Comme le montrent les Figures 1 et 2 qui suivent, la participation était très diversifiée, tant du point de vue géographique, par une représentation de tous les territoires de l'Outaouais, que du point de vue professionnel, par une représentation de nombreux secteurs d'activité publics et privés.



Figure 1. Provenance des participants au Forum selon le territoire d'intervention de leur organisation

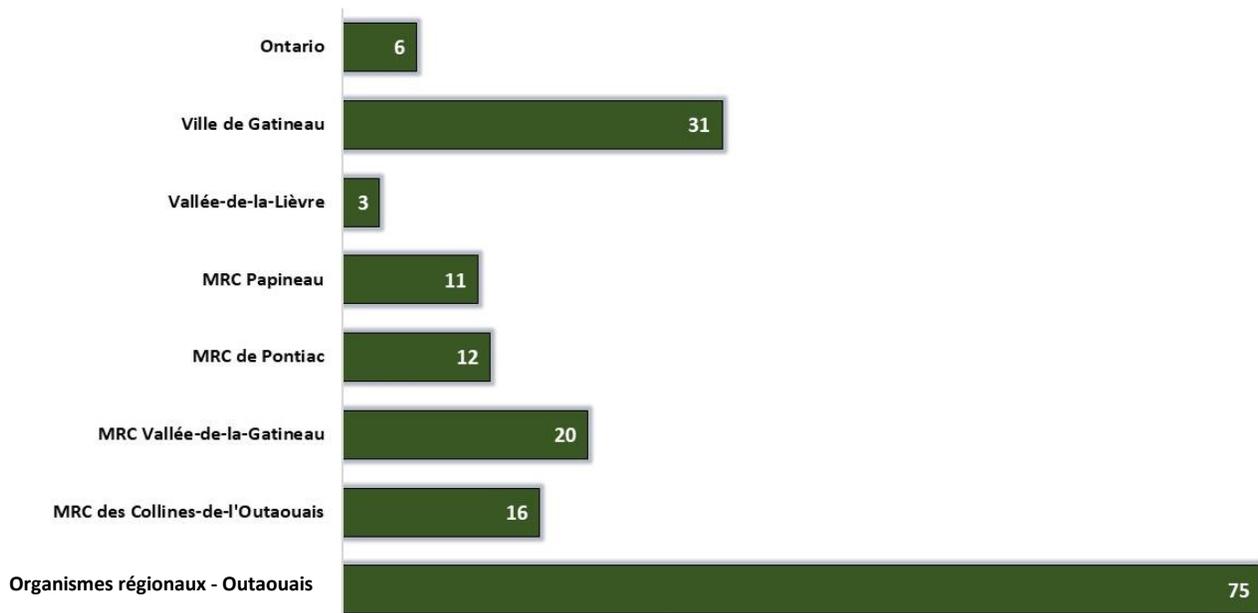
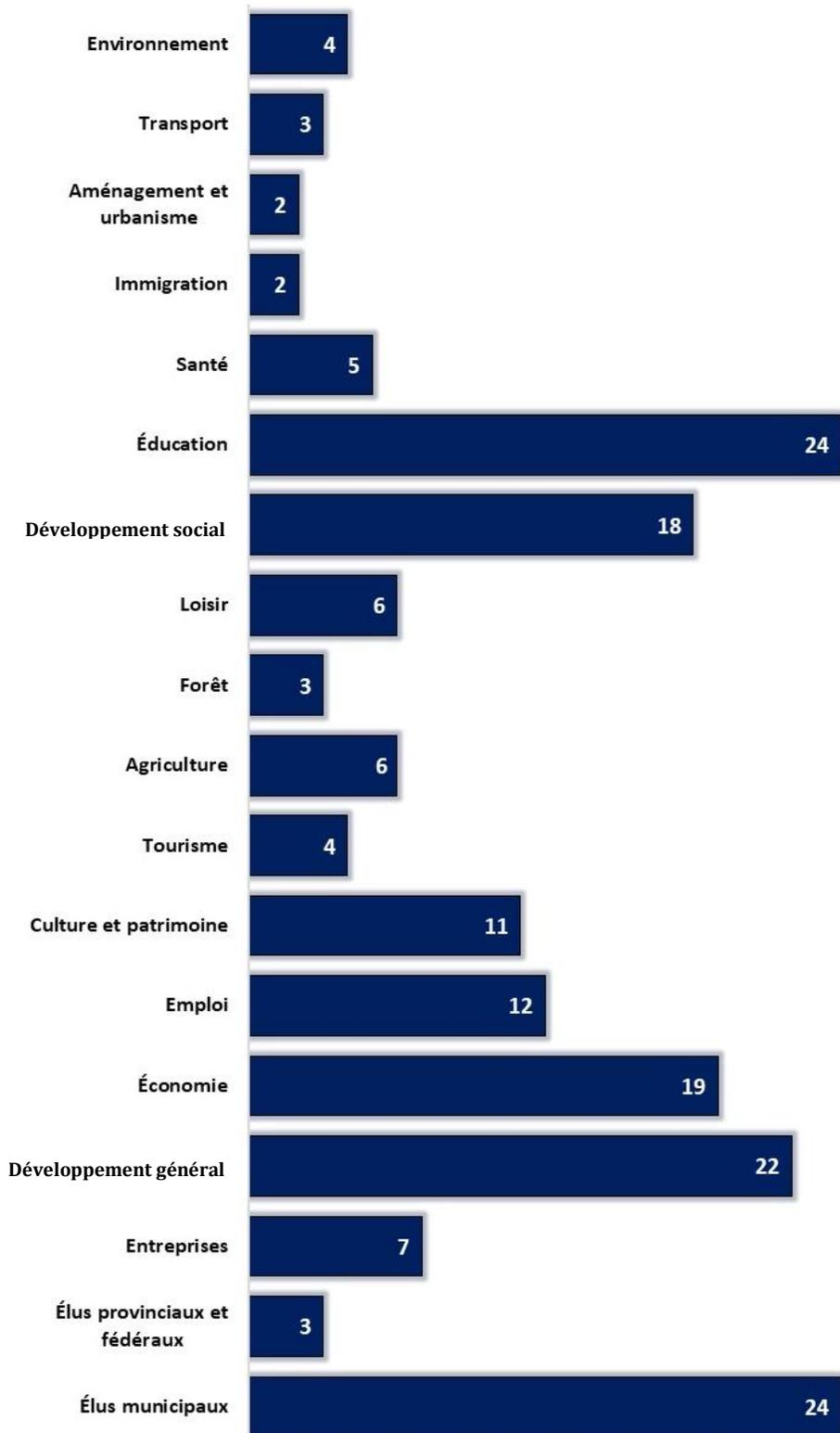


Figure 2. Nombre de participants par secteur de développement



### 3. Le déroulement et la couverture médiatique

La journée du Forum s'est amorcée par une brève allocution du recteur de l'UQO, M. Denis Harrisson, un mot de bienvenue du directeur de l'ODO, M. Martin Robitaille, la présentation des enjeux frontaliers ressortis de la Tournée des territoires effectuée par l'ODO au printemps 2018, et la présentation sommaire et interactive de quelques données liées à certains de ces enjeux frontaliers. Le déroulement de la journée a ensuite été divisé en deux parties.

L'activité centrale de l'avant-midi était une table ronde avec des acteurs du développement qui transigent au quotidien avec la réalité frontalière de l'Outaouais :

- Mme Jane Toller, préfète de la MRC de Pontiac, une MRC dont l'aspect frontalier rythme les dynamiques sociales et économiques;
- M. Jean-Guy Whiteduck, chef de bande de Kitigan Zibi Anishinabeg, la nation-mère du territoire d'Ottawa et de l'Outaouais;
- M. Jeff Westeinde, président de Zibi, un projet immobilier qui se développe sur la frontière même et pour lequel M. Westeinde doit transiger avec des partenaires comme avec des réglementations de part et d'autre de la rivière;
- M. Maxime Pedneaud-Jobin, maire de Gatineau, qui multiplie les exercices de rapprochement et de concertation avec sa voisine Ottawa depuis son arrivée en poste en 2013.

L'échange avec ces personnalités des milieux politique et entrepreneurial, qui a duré une heure, a été suivi d'une période de questions.



Photo : M. Westeinde, Mme Toller, M. Whiteduck et M. Pedneaud-Jobin, panélistes au Forum

L'après-midi a été consacré à la tenue de quatre ateliers successifs portant chacun sur une thématique spécifique liée à des enjeux frontaliers :

**1) Grâce à la frontière. Développer le plein potentiel commercial de l'Outaouais.**

*Échangeons sur l'économie : le commerce, l'agroalimentaire, le tourisme, la villégiature, la culture.*

**2) Au-delà de la frontière. Vivre en Outaouais, étudier en Outaouais, travailler en Outaouais.**

*Échangeons sur l'attraction et la rétention des travailleurs, des étudiants et des immigrants.*

**3) Malgré la frontière. L'Outaouais au service de sa population : nos besoins, nos services.**

*Échangeons sur la santé, l'éducation et les services sociaux.*

**4) Avec la frontière. Mobilité et développement durable en Outaouais : agir maintenant pour les générations futures.**

*Échangeons sur l'aménagement, le transport et l'environnement.*

La journée s'est terminée par le regard de la Grande témoin du Forum 2018 : Anne Gilbert, professeure émérite au Département de géographie de l'Université d'Ottawa. Mme Gilbert a livré aux participants ses réflexions sur les échanges tenus lors de l'événement, amalgamés à ses connaissances concernant la situation frontalière de l'Outaouais.

L'événement, bien que fort apprécié des participants selon les commentaires récoltés, a reçu peu d'attention médiatique et cela, malgré les communications aux médias effectuées avant et après sa tenue. La revue de presse précédant et suivant le Forum se résume à ces quatre entrevues, majoritairement accordées à des médias locaux. Le Forum a ainsi reçu plus d'attention médiatique au niveau local qu'au niveau régional.

- [Forum des acteurs du développement de l'Outaouais](#), Nouvelles, Radio CHGA, 9 octobre 2018
- [Premier Forum des acteurs du développement de l'Outaouais](#), Les Matins d'ici, Radio-Canada Première, 11 octobre 2018
- [Bilan sur le forum de l'Observatoire du développement de l'Outaouais](#), Info.fm, Radio CHGA, 17 octobre 2018
- [Entrevue](#), Radio CHIP, 17 octobre 2018

Afin de bien situer géographiquement la frontière et toute la région de l'Est ontarien qui la borde, une carte a été remise aux participants dans leur pochette d'accueil.



## 4. Les enjeux abordés pendant la Table ronde

La table ronde de l'avant-midi était organisée autour des questions suivantes, posées à tous les panélistes :

-  Quelle est votre vision d'avenir pour l'Outaouais en tant que région frontalière ?
-  Quels sont les défis et les opportunités engendrés par cette situation frontalière dans votre domaine d'activité ou sur votre territoire ?
-  En général, nous parlons surtout des impacts ou des bénéfices de cette situation frontalière du point de vue de l'Outaouais. Je vous invite maintenant à regarder la chose par l'autre bout de la lorgnette, et à vous placer du point de vue de la Ville d'Ottawa ou de l'Est ontarien pour identifier les avantages – ou inconvénients - qu'il peut y avoir à partager une frontière avec l'Outaouais québécois.
-  Vous travaillez en collaboration avec des partenaires de l'Ontario sur des projets. Vous vivez au quotidien la réalité d'enjeux liés à la situation frontalière de l'Outaouais. Quels sont, selon vous, les prochains pas à faire, en tant que région, pour aller plus loin dans la saisie des opportunités engendrées par cette situation unique au Québec qu'est la nôtre ?

Il est ressorti de ces échanges quatre éléments principaux, explicités et appuyés de plusieurs exemples de la part des panélistes : la complémentarité collaboration-affirmation dans le positionnement de l'Outaouais par rapport à l'Est ontarien; les opportunités économiques que représente le marché ontarien; les défis environnementaux qui appellent à la concertation; et finalement, l'appréciation du chemin parcouru.

### **I. La dualité collaboration-affirmation : -une vision d'avenir sur la situation frontalière à géométrie variable**

Alors qu'ils étaient d'emblée amenés à se positionner par rapport à leur vision d'avenir concernant l'Outaouais et sa situation frontalière, les panélistes ont expliqué que leur vision était à géométrie variable, selon les dossiers traités.

À titre d'exemple, le maire de Gatineau, M. Pedneaud-Jobin, a souligné que même si, dans plusieurs domaines, comme celui du transport en commun, une position collaborative est essentielle au développement de partenariats fructueux entre l'Ontario et l'Outaouais, la situation change lorsqu'il est question de combler des lacunes historiques concernant le financement de services publics en santé ou en éducation, et c'est alors une attitude de défense de nos intérêts face au gouvernement provincial qui doit primer.

Les deux visions, collaborative et partenariale, puis celle protectionniste et défensive, cohabitent ainsi dans le paysage des relations entre l'Outaouais et l'Est ontarien. L'une ou l'autre sera

adoptée selon les enjeux pour permettre à l'Outaouais de développer son plein potentiel. C'est ainsi un faux débat que de promouvoir une vision au détriment d'une autre : les deux ont leur place, selon les objectifs poursuivis. On parle donc davantage de complémentarité que de dualité.

## **II. Opportunités du marché ontarien et connaissance et reconnaissance des atouts de l'Outaouais**

Cela dit, les panélistes ont insisté sur l'importance d'adopter une attitude d'ouverture et de développer des partenariats avec l'Ontario dans le but de saisir toutes les opportunités que représente cet important marché à proximité.

Le tourisme est notamment ressorti comme un vecteur important de développement économique pour l'Outaouais au regard de ce marché ontarien. Les panélistes ont ainsi souligné l'intérêt d'intensifier le déploiement d'une offre touristique conjointe entre les deux rives.

Or, pour développer et intensifier des partenariats avec nos voisins ontariens, tout comme pour attirer des investissements de leur part en sol québécois, nous devons d'abord connaître nous-mêmes nos atouts et les valoriser. À ce propos, le président de Zibi, M. Westeinde, a noté qu'outre les avantages concurrentiels liés au choix et au coût des terrains industriels, et au coût de l'électricité, la culture québécoise en elle-même constitue un facteur d'attractivité des Ontariens. La préfète de la MRC de Pontiac, Mme Toller, a également rappelé plusieurs atouts de l'Outaouais par rapport à la province voisine : les terres agricoles disponibles à moindre coût, des coûts d'électricité inférieurs, de grands besoins en main-d'œuvre, et un taux de bilinguisme important.

C'est donc l'ensemble de ce que l'on est et de ce que l'on a à offrir qui doit être valorisé et présenté fièrement, au fil d'échanges avec des partenaires ontariens. Or, la bonne volonté en matière de développement partenarial se bute souvent à des défis concrets, dont certains ont aussi été soulevés par les panélistes.

## **III. Les défis qui appellent à la concertation**

Comme défi majeur, les panélistes ont souligné le simple exercice de se faire connaître des Ontariens. M. Pedneaud-Jobin a rappelé que dans la plupart des cas, on ne parle pas de Gatineau ni de l'Outaouais du côté d'Ottawa et de l'Est ontarien, et qu'on semble même parfois ignorer la présence de cette région située tout juste de l'autre côté de la rivière des Outaouais, et le fait qu'il s'agit de la 4<sup>e</sup> ville en importance au Québec. Cette méconnaissance représente un frein au développement de l'Outaouais, puisque de nombreux Ontariens pourraient être tentés d'investir en Outaouais s'ils en connaissaient les avantages.

Or, il a été mentionné à plusieurs reprises que des règles administratives et légales peuvent aussi faire obstacle aux initiatives déployées pour attirer des agriculteurs, des entrepreneurs et/ou des travailleurs ontariens de ce côté-ci de la rivière. Les défis linguistiques ont aussi été soulignés, étant donné que la langue officielle d'usage au Québec est le français. M. Westeinde a rappelé

que la langue peut constituer une barrière importante pour les personnes qui voudraient travailler au Québec et pour les entreprises qui voudraient s’y installer. Il a également relevé les coûts supplémentaires engendrés par les exigences linguistiques, de même que par le système d’impôt québécois.

Finalement, le sujet de la frontière, physiquement incarnée par la rivière des Outaouais, a aussi mené à des discussions relatives aux défis environnementaux qui, inévitablement, touchent les deux territoires. M. Whiteduck a entre autres rappelé que cette rivière, frontière tangible qui sépare en deux un territoire unifié du point de vue ancestral des Algonquins, est malmenée écologiquement parlant. Par exemple, le projet de dépotoir de déchets radioactifs à Chalk River, en amont d’Ottawa, soulève beaucoup d’inquiétudes. Ces discussions ont ainsi permis de renforcer l’idée d’un devoir de concertation en faveur de la protection de la rivière des Outaouais et, plus globalement, de la protection environnementale du territoire unifié de l’Outaouais et de l’Est ontarien. Comme la superficie du bassin versant de cette rivière recouvre l’Outaouais et l’Est ontarien, et bien que la juridiction concernant sa gestion soit complexe, les acteurs ontariens et québécois doivent forcément collaborer pour en assurer la protection.

Tous les panélistes ont cependant insisté pour dire que ces nombreux défis ne doivent en aucun cas limiter ou freiner les initiatives menées pour tirer profit des opportunités offertes par la proximité avec l’Ontario. Il ne faut pas baisser les bras, bien au contraire : ces défis appellent à intensifier les efforts pour, en premier lieu, signifier notre présence dynamique et, ensuite, mieux faire valoir nos atouts.

#### **IV. L’appréciation du chemin parcouru**

Finalement, à travers leurs échanges au sujet de leur vision de la situation frontalière de l’Outaouais, des opportunités à saisir et des défis à relever, les panélistes n’ont pas manqué de souligner le chemin parcouru à ce sujet, et l’importance de l’apprécier en vue de dynamiser la poursuite de nos efforts.

Il y a quelques années à peine, il n’y avait presque aucune instance de collaboration entre les deux rives. Des changements profonds se sont produits depuis, et une nouvelle dynamique s’est installée, notamment entre Gatineau et Ottawa. Une entente de collaboration en transport, un siège à la CCN pour les deux maires grâce à une campagne conjointe, l’organisation d’un forum conjoint sur l’immigration, la préparation d’une candidature conjointe pour l’obtention du siège social d’Amazon, la toute première conférence donnée par le maire de Gatineau devant la Chambre de commerce d’Ottawa, ainsi que le marketing conjoint pour vendre la région d’Ottawa-Gatineau comme destination touristique sont des exemples concrets des avancées positives réalisées. Une mission économique à Ottawa se prépare également pour Gatineau, en vue d’augmenter les partenariats entre les deux villes voisines.

Les projets partenariaux sont ainsi de plus en plus nombreux dans la région et, en cette matière, le développement immobilier Zibi repousse les limites existantes ou imaginaires en s’élevant directement sur la frontière entre l’Outaouais et Ottawa. Des initiatives collaboratives concrètes

germent et croissent aussi dans les territoires ruraux de l’Outaouais, principalement au regard du développement touristique, comme l’aménagement de réseaux cyclables intégrés entre les deux rives.

Par ailleurs, les premiers habitants de ce territoire autrefois unifié et désormais séparé en deux provinces, c’est-à-dire les membres de la nation algonquine, ne devraient pas être oubliés dans le déploiement de ces efforts d’ouverture et de développement. C’est notamment le message qu’a porté le chef Whiteduck, alors qu’il a rappelé que l’inclusion des Algonquins ne devrait jamais se faire *après* l’élaboration des projets, mais bien *pendant* les étapes préliminaires.

Somme toute, sans ignorer les défis inhérents à la saisie d’opportunités pour le développement de l’Outaouais par rapport à sa situation frontalière, les panélistes ont lancé un appel à l’action progressive et pragmatique. C’est projet par projet, pour répondre à des objectifs précis et concrets, que les partenariats se créent et que l’esprit collaboratif se développe. Ce travail doit se faire dans le respect des identités propres, avec en tête les défis à relever, certes, mais surtout avec fierté et courage. De toute évidence, les efforts déployés au cours des dernières années ont porté fruit et, déjà, on note que les fuites commerciales de l’Outaouais vers l’Ontario ont diminué, notamment en culture, et même en santé; et que les touristes ontariens sont toujours plus nombreux en Outaouais, et de plus en plus au-delà des frontières de Gatineau. Bref, les panélistes ont donné de nombreux exemples appuyant l’idée que l’Outaouais a atteint un niveau de maturité suffisant pour tisser davantage de liens avec l’Ontario, sans que cela ne constitue pour autant une menace à son affirmation.

Le message central des panélistes de cette table ronde se résume donc ainsi : Saisissons les opportunités offertes par la proximité d’Ottawa et de l’Est ontarien dans un esprit d’inclusion de tous les citoyens du territoire et forts des atouts que nous possédons, tout en travaillant à lever les obstacles qui empêchent les travailleurs et entrepreneurs ontariens de venir travailler et investir en Outaouais.



Photo : Participant au Forum posant une question aux panélistes

## 5. Synthèse des échanges dans les ateliers

En après-midi, quatre ateliers thématiques successifs ont permis aux participants d'avoir des échanges plus approfondis sur les enjeux et les opportunités liés à la position frontalières. Ces ateliers se sont déroulés en petits groupes d'au plus 20 participants, dont la composition a varié chaque fois. Ils ont été enregistrés, et un preneur de notes était également présent avec chaque groupe.

Nous résumons dans cette partie les propos recueillis pour chaque atelier.

### I. Grâce à la frontière. Développer le plein potentiel commercial de l'Outaouais.

*Échangeons sur l'économie : le commerce, l'agroalimentaire, le tourisme, la villégiature, la culture.*

Dans cet atelier, trois principaux domaines à fort potentiel économique pour l'Outaouais ont animé les discussions : le volet loisir, plein air et activités culturelles et, dans une moindre mesure, la haute technologie et l'agriculture. Les participants ont également identifié certains défis à relever pour exploiter au maximum ces avenues de développement.

#### **L'Outaouais, terrain de jeu d'Ottawa**

Lors des échanges de cet atelier, de nombreux acteurs du développement ont soulevé l'idée que l'Outaouais est un « terrain de jeu » pour les gens d'Ottawa, avec ses nombreuses infrastructures et ses aspects géographiques attrayants pour les activités de plein air et de loisir. Par ailleurs, si les Ontariens représentent un marché important pour le tourisme culturel et de loisir, on note que l'apport des villégiateurs de l'Ontario à l'économie de l'Outaouais, particulièrement dans les territoires ruraux, est considérable.

Les participants ont fortement souligné l'intérêt de développer ces créneaux – les activités culturelles, de loisir et de plein air, incluant la culture autochtone, ainsi que les services aux villégiateurs – plus vigoureusement et de façon concertée entre les différents territoires. Plusieurs initiatives en ce sens ont été suggérées. Par exemple : organiser des journées thématiques spéciales à l'intention des Ontariens; inciter des délégations économiques à venir visiter les attraits de l'Outaouais; mettre sur pied des campagnes promotionnelles intensives et ciblées vers ce marché; faire preuve d'originalité dans les moyens d'attraction; et accueillir les touristes et les villégiateurs avec professionnalisme pour assurer leur rétention.

Le statut de « région de la capitale nationale », trop souvent associé seulement à Ottawa, est également ressorti comme un atout touristique à exploiter davantage pour attirer des visiteurs ontariens de ce côté-ci de la rivière des Outaouais. Plusieurs croient que, d'un point de vue marketing, l'ensemble des territoires de l'Outaouais auraient avantage à s'associer à la Capitale nationale, un espace plus ou moins défini qui peut aussi les englober.

Finalement, on a mentionné qu'il était important d'inclure un volet d'éducation et d'implication citoyennes dans ces démarches, et de s'assurer d'un développement économique cohérent avec les principes du développement durable.

### **L'Outaouais, milieu de haute technologie**

L'industrie de la haute technologie fait également partie des créneaux relevés comme porteurs pour la région.

Les participants ont souligné l'intérêt pour l'Outaouais de s'arrimer à la grappe de la haute technologie du côté ontarien, par exemple en développant des services complémentaires et en créant des entreprises qui peuvent travailler en étroite relation avec celles existantes. Cela pourrait aussi vouloir dire attirer et retenir la main-d'œuvre ontarienne qualifiée dans ce domaine dans les entreprises outaouaises, ou valoriser la main-d'œuvre outaouaise auprès des entreprises ontariennes.

Il y a là un milieu en pleine ébullition, plutôt unique à l'ouest de Montréal, et qui constitue un important vecteur de développement économique. Pour en tirer pleinement profit, il sera essentiel d'assurer l'arrimage entre la formation, la main-d'œuvre et les entreprises.

### **L'Outaouais, milieu agricole fertile**

L'agriculture est aussi ressortie comme un domaine au potentiel intéressant pour le développement économique de la région, au regard de sa situation frontalière. Or, au-delà de l'atout que constitue la présence de terres fertiles et disponibles de ce côté-ci de la rivière, ce sont surtout les embûches liées à l'exportation des produits agroalimentaires du côté ontarien qui ont fait l'objet de remarques de la part des participants à l'atelier.

Les agriculteurs de l'Outaouais désireux d'accéder au marché ontarien se heurtent en effet à plusieurs obstacles : les délais dans la délivrance des permis, la complexité des aspects législatifs, la difficulté d'accès aux épiceries de grande surface, etc. Le fait qu'une partie de la population de l'Outaouais s'approvisionne en produits agroalimentaires du côté ontarien nuit également au développement de cette industrie dans la région; la vente de services et de produits de proximité ne serait ainsi pas exploitée à son plein potentiel. Enfin, d'un point de vue législatif, le développement d'activités de transformation semble plus facile du côté ontarien, ce qui constitue un frein possible à l'implantation d'entreprises en Outaouais.

Bref, même si la filière agroalimentaire outaouaise est ressortie comme un secteur d'activité qui pourrait être mieux exploité dans le cadre de la relation transfrontalière avec l'Ontario, ce sont surtout les obstacles au développement de celle-ci qui ont été relevés dans les propos des participants. On soulignera avec justesse l'importance d'une concertation entre les territoires pour éviter les doublons et les compétitions indues afin d'agir comme *une région unifiée*.

### **La langue : atout pour les uns, obstacle pour les autres**

La question linguistique s'est imposée comme un thème transversal dans les échanges sur le développement du potentiel économique de l'Outaouais en regard de sa situation frontalière. Si

la distinction linguistique francophone de l'Outaouais peut représenter un avantage culturel intéressant pour les Ontariens, il est clair qu'il s'agit également d'un obstacle important au développement, et ce, tant pour attirer des clients ontariens que pour convaincre des entrepreneurs de s'installer chez nous.

On mentionne entre autres que plusieurs services et produits développés en Outaouais ne sont pas adaptés à la clientèle cible ontarienne parce qu'ils sont offerts presque exclusivement en français. Ce fait serait d'autant plus vrai dans les milieux ruraux de la région, et il y a là des efforts à déployer pour rectifier la situation.

Par ailleurs, lorsqu'il est question d'attirer des investisseurs ontariens, il est impératif de trouver des stratégies nouvelles pour faire valoir les avantages sociaux et financiers de vivre au Québec, comme le coût modique des garderies, du logement, des assurances, etc. En mettant de l'avant ces avantages, il pourrait être plus facile d'attirer des entreprises qui partagent les valeurs sociales des Québécois; ce sont par ailleurs de telles entreprises qui devraient être ciblées, selon les participants à l'atelier.

**La question centrale à laquelle mènent les interventions des acteurs qui ont participé aux discussions de cet atelier touche donc les actions à mettre en place pour développer le potentiel économique de l'Outaouais dans un contexte frontalier, et les façons de travailler en concertation avec les différents territoires, en vue d'optimiser les retombées de ces actions.**

## II. Au-delà de la frontière. Vivre en Outaouais, étudier en Outaouais, travailler en Outaouais.

### *Échangeons sur l'attraction et la rétention des travailleurs, des étudiants et des immigrants*

Dans cet atelier, cinq principales thématiques ont retenu l'attention des participants au fil des discussions : les différentes dynamiques compétitives qui prévalent en Outaouais concernant l'attraction et la rétention de populations; la primauté à accorder à des approches décentralisatrices ainsi qu'au maintien et au développement de services comme facteurs d'attraction et de rétention; les défis propres à la venue d'immigrants; l'enjeu du logement; et finalement, la difficile rétention des jeunes en milieu rural.

#### **Les dynamiques de compétition pour attirer la main-d'œuvre et les étudiants**

Les différentes dynamiques de compétition en ce qui concerne l'attraction de la main-d'œuvre et des étudiants en Outaouais ont été soulevées à plusieurs reprises par les participants. Alors que les MRC de l'Outaouais sont en compétition avec Gatineau, cette ville rivalise quant à elle avec sa voisine ontarienne, Ottawa, et surtout, avec l'employeur principal de la région, le gouvernement fédéral. Autre élément à souligner : la MRC de Pontiac est aussi en concurrence avec l'Est ontarien pour attirer et retenir la main-d'œuvre compte tenu de la proximité du marché du travail des villes de Renfrew et de Pembroke pour les travailleurs pontissois.

Pour les entreprises et les organisations outaouaises, ces dynamiques ont pour effet d'intensifier la pression sur les salaires et les conditions de travail, qui diffèrent entre les milieux ruraux et urbains, et entre les employeurs privés et le gouvernement fédéral. Cet état de fait amène certains acteurs à proposer des pistes de solution pour atténuer les effets négatifs de cette concurrence.

#### **Décentralisation et développement de services : deux avenues à privilégier**

Parmi les solutions proposées pour limiter les effets négatifs de la compétition entre les milieux ruraux et urbains, la possibilité pour les gouvernements provincial et régional de décentraliser des emplois a été mentionnée comme une avenue intéressante.

La décentralisation des services de santé et d'éducation et de leur structure de gouvernance ressort comme une piste d'action primordiale pour attirer et retenir la population, qu'il s'agisse d'étudiants, de travailleurs, d'immigrants ou de retraités. En effet, les participants ont rappelé avec vigueur l'impact du développement et du maintien de services sociaux adéquats dans tous les territoires de l'Outaouais sur le pouvoir de ces derniers d'attirer et de retenir des travailleurs, des étudiants et des immigrants. Les récentes mesures politiques de centralisation des services et des instances ont ainsi été dénoncées car, en plus de priver les populations locales de services, elles ont privé les territoires ruraux de leviers de développement importants. Il semble également y avoir une mauvaise connaissance des besoins et des lacunes dans les services dans chaque territoire de l'Outaouais, et la centralisation de la gouvernance n'aide pas à améliorer cette connaissance.

Le développement en Outaouais de programmes de formation exclusifs arrimés aux besoins en main-d'œuvre des territoires et, de façon plus générale, un réinvestissement massif en éducation dans la région sont d'autres avenues proposées pour attirer davantage d'étudiants et, éventuellement, former des travailleurs. On pourrait aussi attirer plus de travailleurs et d'étudiants ontariens en développant des services et des produits accessibles en anglais. Finalement, la fourniture de services de communication Internet et cellulaire sur l'ensemble du territoire de l'Outaouais a été mentionnée comme un autre aspect primordial.

### **Les défis propres à l'attraction et à l'intégration des immigrants**

L'attraction des immigrants est reconnue comme un enjeu à la fois régional et local. Comme une forte majorité des immigrants au Québec met d'abord les pieds à Montréal, le défi pour notre région est de mieux faire connaître l'Outaouais internationalement, et de faire valoir l'intérêt d'y venir. Or, la presque totalité des immigrants qui viennent dans la région s'installent à Ottawa et, dans une moindre mesure, à Gatineau. Pour encourager la venue d'immigrants, les MRC doivent promouvoir davantage les opportunités d'emploi sur leur territoire et cibler plus précisément les candidats qui correspondent aux emplois à combler. La formation demeure également une clé d'intégration et de rétention des immigrants, alors que l'apprentissage du français, et parfois de l'anglais aussi, constitue souvent une embûche. Les services offerts en ce sens doivent être valorisés et soutenus financièrement.

Cela dit, l'enjeu de la rétention relève davantage de l'offre de services liés à l'installation des personnes, comme le logement, les services scolaires et autres, et le maillage social. Des initiatives sont en cours dans les différents territoires de l'Outaouais à ce niveau et elles doivent être mieux soutenues et promues.

Finalement, on a également mentionné qu'au-delà des efforts pour appuyer, promouvoir et, dans certains cas, intensifier les services publics, il y a tout le volet culturel qui doit être pris en compte dans les mesures d'accueil et d'intégration des immigrants. Un travail d'importance reste à faire à ce sujet pour valoriser l'esprit d'ouverture aux immigrants et les initiatives citoyennes d'accueil, de même que les occasions de maillage social entre les résidents locaux et les nouveaux arrivants.

### **Les besoins en logement**

La demande de logements adaptés aux besoins des gens est ressortie au fil des conversations sur des enjeux variés liés à l'attraction et à la rétention des travailleurs, des étudiants ou des immigrants. Il s'agit en effet d'un problème car, que l'on parle de l'installation d'immigrants nouvellement arrivés, d'étudiants qui quittent un milieu rural pour venir étudier à Gatineau, ou encore de jeunes professionnels, il est difficile pour ces différentes clientèles de trouver un logement abordable et adapté à leurs besoins, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour cette raison, l'Outaouais perd des occasions d'attirer et d'intégrer de nouveaux venus sur son territoire.

#### **La rétention des jeunes**

En milieu rural, bien avant l'attraction et la rétention de travailleurs immigrants, c'est la rétention des jeunes qui occupe les pensées. Les territoires ruraux sont aux prises avec un exode de leurs

jeunes que l'on ne peut attribuer qu'à l'économie, puisque des emplois sont disponibles. C'est davantage le manque de services qui, encore une fois, est pointé du doigt, de même qu'une dévalorisation ou une méconnaissance des milieux ruraux. On mise notamment sur des initiatives comme *Place aux jeunes* pour redorer l'image de ces milieux aux yeux mêmes des jeunes qui en sont issus et, encore une fois, sur le développement de formations en région afin que tous n'aient pas à quitter leur milieu pour poursuivre des études postsecondaires.

Pendant cet atelier, les interventions des acteurs ont principalement tourné autour des moyens à prendre pour contrer les dynamiques de compétition à l'échelle régionale afin d'attirer et de retenir les travailleurs et les immigrants, et de freiner l'exode des jeunes. Une répartition plus équitable des emplois publics, le maintien des services dans les différents territoires et l'accentuation des efforts en matière de développement de formations et d'accès au logement font partie des moyens suggérés.



Photo : Animateur et participants à un atelier

### III. Malgré la frontière. L'Outaouais au service de sa population : nos besoins, nos services. *Échangeons sur la santé, l'éducation et les services sociaux.*

Cet atelier a fait ressortir deux grands défis qui caractérisent le développement de l'Outaouais à divers égards : celui de son sous-financement historique en matière de santé, d'éducation et de services sociaux, et les grandes disparités rurales-urbaines qui colorent son territoire.

#### **Les deux solitudes de l'Outaouais**

En matière de services sociaux à la population, on a soulevé avec force les écarts importants qui séparent les milieux ruraux et le milieu urbain de l'Outaouais. Avec la centralisation des services survenue depuis le début des années 2000, les milieux ruraux se sentent défavorisés et privés de services.

Les logiques comptables qui influencent la répartition de ces services ne répondent pas aux critères de développement social ni même aux critères de développement économique puisque, comme mentionné dans l'atelier précédent, ces services sont aussi des clés importantes d'attraction et de rétention des travailleurs et des immigrants, notamment. Les milieux ruraux se sentent ainsi floués sur deux plans : ils manquent de services pour répondre aux besoins de leur population souvent défavorisée, et ils manquent de services pour pouvoir éventuellement se sortir de cette situation de défavorisation. C'est donc un sujet qui pique au vif les acteurs des territoires ruraux de l'Outaouais et qui suscite chez eux un sentiment d'amertume lié à leur vécu concernant la perte de services et les besoins immenses de leurs citoyens économiquement et socialement désavantagés.

#### **Le cercle vicieux qui mène à la négligence politique envers l'Outaouais**

Ces revendications des milieux ruraux ne sont pas déconnectées des enjeux liés à la frontière, car on sent la même amertume chez les acteurs régionaux lorsqu'ils traitent du sujet des services sociaux en Outaouais. Eux aussi se sentent lésés, mais au niveau provincial. Même si le sous-financement historique des secteurs de la santé et de l'éducation en Outaouais est bien documenté, on perçoit peu de volonté politique de rectifier la situation. Ce sous-investissement régional s'explique en bonne partie par la situation frontalière de l'Outaouais. Les acteurs du développement sont au fait du cercle vicieux dans lequel la région se trouve plongée : plus ses citoyens consomment de services en santé et en éducation du côté ontarien, et moins la région reçoit son dû en matière d'investissements publics.

Même s'ils reconnaissent qu'il y a eu certaines avancées récentes dans le dossier, les participants aux ateliers croient qu'il faut non seulement intensifier les revendications auprès des décideurs, mais aussi explorer d'autres pistes d'action. En particulier, ils insistent sur le pouvoir des gens de l'Outaouais de contribuer à briser ce cercle vicieux en « consommant » davantage leurs services de santé et d'éducation de ce côté-ci de la rivière, dans la mesure du possible. Selon eux, le développement en Outaouais de formations liées à la santé, et la création d'un nouveau centre de santé affilié à ces programmes, font aussi partie des solutions à mettre en place.

Dans le domaine de l'éducation, les participants ont surtout insisté sur la nécessaire complémentarité de l'offre, c'est-à-dire le développement de programmes uniques, novateurs et branchés sur le marché du travail actuel et futur, pour que nos étudiants poursuivent leurs études chez nous au lieu de se tourner vers la Cité collégiale ou l'Université d'Ottawa, du côté ontarien. Ils ont aussi soulevé l'intérêt de développer des formations à distance, dont l'accès se démocratise grâce aux technologies numériques. Enfin, l'intensification des efforts pour développer des campus universitaires et collégiaux attractifs, incluant davantage de résidences pour les étudiants et certaines réservées spécifiquement aux étudiants des milieux ruraux de l'Outaouais, est une autre piste intéressante qui a été suggérée.

Or, la concrétisation de ces idées dépend aussi d'investissements publics.

**L'espace de discussion de cet atelier a surtout été occupé par les moyens à mettre en œuvre pour mieux faire valoir les besoins en santé et en éducation des milieux ruraux de l'Outaouais auprès des décideurs régionaux, et les besoins de l'Outaouais auprès des décideurs provinciaux, afin que la région reçoive sa juste part d'investissements publics.**



Photo : Animatrice, preneuse de notes et participants à un atelier

#### IV. Avec la frontière. Mobilité et développement durable en Outaouais : agir maintenant pour les générations futures.

##### *Échangeons sur l'aménagement, le transport et l'environnement.*

Les participants à ce dernier atelier du Forum ont principalement discuté d'arrimage et d'optimisation des systèmes de transport, de réduction des déplacements, et de développement des milieux riverains. Les prérogatives du développement durable ont ponctué ces échanges.

#### **Arrimer et optimiser les systèmes de transport entre les deux rives**

Plusieurs systèmes de transport se déploient de part et d'autre de la rivière des Outaouais : on parle du transport en milieu urbain, mais également du transport des périphéries vers le centre, du transport d'une rive à l'autre par traversier, et du transport aérien. Dans tous les cas, les échanges ont porté sur la nécessité d'arrimer ces systèmes entre l'Outaouais et l'Ontario pour améliorer l'efficacité des déplacements pour tous, et non seulement pour les fonctionnaires fédéraux, et faciliter le déplacement de biens entre les territoires. L'optimisation de l'arrimage entre les systèmes de transport est ressortie comme un enjeu primordial.

Le développement du transport en commun a aussi fait consensus comme priorité urbaine et comme levier de développement des périphéries, dans une optique de développement durable. Pour certains participants, la construction d'un nouveau pont vers Ottawa n'est pas une solution efficace à long terme pour répondre aux besoins en transport interriverain. Des systèmes de transport en commun et de transport rural-urbain existent, mais ils doivent être améliorés et bonifiés. Un accès amélioré au Rapibus, la modification des horaires des autobus pour mieux répondre aux besoins de l'ensemble de la population, une meilleure desserte des secteurs urbains plus éloignés du centre et le développement de partenariats entre TransCollines et les autres MRC rurales ont notamment été mentionnés.

Les participants étaient néanmoins conscients des coûts reliés à la concrétisation de ces idées, compte tenu de l'ampleur du territoire à couvrir.

#### **Le nécessaire développement du réseau Internet**

Outre l'optimisation de la mobilité, il a aussi été question de *réduction* des déplacements. Les participants ont ramené à ce sujet l'enjeu du développement de l'emploi en milieu rural, et plus particulièrement le développement du réseau Internet, pour faciliter le télétravail notamment. Plusieurs ont soulevé les retards qu'accusent certaines communautés dans ce domaine : nombreux sont les résidents qui n'ont pas accès à Internet haute vitesse, ni même à Internet tout court. Il s'agit d'un défi important associé non seulement au développement économique, mais aussi au développement durable.

#### **Aménagement et promotion écoresponsables des milieux riverains**

On a par ailleurs rappelé que les milieux riverains de la région de l'Outaouais – avec ses nombreux lacs et la rivière des Outaouais – peuvent constituer des occasions intéressantes de développement touristique et économique par l'attraction de villégiateurs. L'aménagement et la promotion de ces milieux, de façon écoresponsable, semblent être une avenue à explorer plus

intensivement. La gestion collective de la rivière des Outaouais a aussi été soulevée comme une option intéressante. Le potentiel touristique de cette voie navigable ne semble pas exploité pleinement, et il y a un intérêt à en démocratiser l'accès.

**Les discussions de cet atelier ont tourné autour des moyens de mieux arrimer les systèmes et voies de transport de l'Outaouais à ceux du côté ontarien, et des pistes d'action pour maximiser le potentiel de développement qu'ils peuvent représenter.**



Photo : Animateur, preneur de notes et participants à un atelier

## 6. Le regard de la Grande Témoin

Au terme de cette journée de mobilisation et d'échanges sur les enjeux frontaliers de l'Outaouais, Mme Anne Gilbert, professeure émérite du Département de géographie de l'Université d'Ottawa, a livré aux participants les réflexions suivantes. Invitée à participer à cet événement à titre de Grande Témoin, Mme Gilbert a discrètement observé le déroulement de la journée et prêté l'oreille aux discussions pour ensuite en dresser un bilan subjectif, amalgamé à ses connaissances sur le sujet frontalier.

### **L'intérêt envers la situation frontalière de l'Outaouais**

Selon Mme Gilbert, la grande participation à ce Forum et le dynamisme des participants tout au long de la journée témoignent de l'intérêt tangible porté par les citoyens et acteurs du développement de l'Outaouais envers les enjeux et les opportunités liés à la situation frontalière. À son avis, cela démontre bien que cette situation particulière a des impacts qui vont bien au-delà des aspects géographiques de la question et cela, partout sur le territoire.

### **La frontière à géométrie variable et la frontière équivoque**

Elle a rappelé le pluralisme des sens attribués à la frontière : elle n'existe pas dans la vision ancestrale des Algonquins; elle semble être davantage ressentie du côté québécois que du côté ontarien; elle a un pouvoir unifiant sur certains dossiers; elle a un potentiel de division à certains égards.

La frontière a également un aspect équivoque, car elle mène à l'adoption de deux positions distinctes : une position d'affirmation régionale au regard de cette frontière et, sur certaines questions, une position de collaboration essentielle pour laquelle il est nécessaire de faire abstraction de la frontière. Il faudra de la flexibilité dans les stratégies pour jongler entre ces deux postures.

### **Un rapport frontalier évolutif**

Mme Gilbert a souligné que cette frontière semble moins épaisse maintenant qu'il y a 20 ans. Nous avons davantage confiance en nous qu'avant pour aborder les relations avec l'Ontario. Il y a aussi davantage de lieux de discussion entre les deux rives. La théorie pragmatique des petits pas semble faire son chemin et, à ce sujet, la nécessaire protection de l'environnement de la rivière est un excellent exemple de collaboration fructueuse entre les deux rives.

Pour continuer de faire évoluer positivement cette collaboration, il faudra selon elle utiliser les leviers à notre disposition, et notamment le dialogue avec les villégiateurs ontariens, les touristes, les immigrants, les Franco-Ontariens et les Anglo-Québécois de même qu'avec les Algonquins, qui peuvent tous enrichir la discussion et la vision sur cette réalité frontalière.

Si l'exercice du Forum en était un « entre nous », il faudra nécessairement inclure les Ontariens dans une étape ultérieure, dans cette visée de dialogue fructueux. Cette avancée vers « l'autre » permettra également de mieux nous faire connaître. Cela dit, avant de nous faire connaître, nous

devons nous assurer de nous connaître nous-mêmes : connaître nos atouts, et les valoriser. Notre sentiment identitaire envers notre région demeure ténu et devrait être intensifié.

### **Une frontière qui en cache d'autres**

Mme Gilbert a terminé en soulignant que si la situation frontalière occupe beaucoup les pensées des acteurs du développement au sujet de plusieurs enjeux régionaux, cette frontière géographique a parfois le dos large et en cache d'autres qui peuvent être tout aussi importantes.

À titre d'exemple, elle a nommé la frontière de la réussite éducative – si nous avons un meilleur taux de diplomation en Outaouais, peut-être se plaindrait-on moins des travailleurs qui quittent la région pour l'Ontario – ainsi que les frontières socioéconomiques entre les quartiers, ou entre l'urbain et le rural. Toute la question de la frontière entre l'Outaouais et le reste du Québec semble aussi importante à plusieurs égards, comme cela a été soulevé lors des ateliers. Toutes ces frontières ne devraient pas être obliérées par la seule situation frontalière avec l'Ontario, sans quoi on mettrait de côté des aspects importants du développement de la région.



Photo : Mme Anne Gilbert, en compagnie de l'équipe de l'ODO et de professeurs de l'UQO ayant participé à l'animation d'ateliers

## 7. Conclusion

Depuis les premières réflexions sur cette question frontalière réalisées par le Comité Outaouais en 1990 et qui ont abouti à l'analyse prospective *Outaouais 2050*, les choses ont bien changé. La frontière ne semble plus être seulement un lieu d'affirmation identitaire et de revendications, mais elle devient un espace d'opportunités pour le développement socioéconomique de la région. Tout se passe comme si les acteurs de ce développement s'ouvraient à une vision plus affirmative de leurs capacités à s'engager dans les défis que représentent les grands enjeux du développement des deux rives de la rivière des Outaouais. En ce sens, les participants ont insisté sur les avancées considérables sur des dossiers comme le transport collectif, le tourisme ou la gouvernance.

Il reste cependant beaucoup à faire pour atténuer les tensions politiques, linguistiques, législatives et réglementaires qui marquent encore les relations entre les provinces et les villes de la région. L'ensemble des secteurs de développement économique en font souvent les frais alors que ces tensions limitent leur développement. C'est le cas particulièrement de deux secteurs d'activité économique considérés à fort potentiel : celui des nouvelles technologies, dont les potentialités reposent sur la création de nouvelles alliances avec Ottawa, et celui du développement du réseau 5G et de la sécurité informatique. Le secteur de l'agroalimentaire demeure un atout fort intéressant pour la région, mais il est confronté à des contraintes législatives et réglementaires provinciales et fédérales qui limitent encore son développement.

L'attractivité de la région a été largement soulevée dans les débats, particulièrement en ce qui a trait au développement du marché touristique et culturel, et à la mise en valeur des activités récréotouristiques, de plein air et de loisir. Plusieurs atouts de l'Outaouais restent méconnus et freinent l'attractivité de la région. Cependant, cette attractivité concerne aussi la main-d'œuvre et cet enjeu touche non seulement la région d'Ottawa-Gatineau, mais également le milieu rural en Outaouais qui borde l'Est ontarien (Pembroke, Hawkesbury, etc.). Dans tous ces milieux, on s'inquiète particulièrement des conditions de travail (p. ex. le salaire minimum) souvent plus avantageuses qui posent des difficultés de rétention de la main-d'œuvre du côté québécois. Une des solutions possibles serait d'agir sur l'attractivité et la rétention des immigrants en Outaouais.

Sans surprise, l'éducation et la santé demeurent des préoccupations majeures. La nécessité de maintenir et de développer des services mieux adaptés aux besoins de la population se fait sentir tant en milieu rural qu'urbain. La récupération des dépenses de la RAMQ pour les services rendus en Ontario serait un premier pas. Dans le domaine de l'éducation, le développement de programmes de formation professionnelle, technique et universitaire reste l'élément central pour de retenir les étudiants qui se tournent en ce moment vers les programmes offerts en Ontario.

Les infrastructures sont des enjeux qui suscitent des inquiétudes dans un contexte frontalier. C'est le cas de la Ville de Gatineau, qui est confrontée à un important projet de transport collectif par train à Ottawa auquel elle ne peut s'arrimer parce que son propre réseau de transport en commun n'est pas adapté à ce mode de transport. Des services Internet défaillants en milieu rural sont aussi au cœur des difficultés soulevées par les participants et représentent un enjeu important pour le développement économique de ces milieux.



**819-595-3900, poste 2304**



**odo@odooutaouais.ca**



**odooutaouais.ca**



**facebook.com/odooutaouais/**

